



Climat des Affaires : Le Togo se taille la part du lion sur le continent africain

Face à la presse ce lundi 05 novembre 2018 à Lomé, la Cellule Climat des Affaires (CCA) a partagé avec les professionnels des médias, les grandes lignes du rapport Doing Business 2019 de la Banque Mondiale qui consacre le Togo la plus grande performance enregistrée en Afrique cette année.

En termes de places gagnées, le Togo a fait un bond de 19 rangs en quittant la 156ème place pour se retrouver à la 137ème place. D'après ce rapport de la Banque Mondiale publié le 31 octobre 2018 pour le compte de l'année 2019 autour du thème, «Formation pour mieux réformer », un chiffre record de 314 réformes est recensé dans le monde.

Quatre pays de l'Afrique subsaharienne à savoir le Togo, le Kenya, la Côte d'Ivoire et le Rwanda figurent dans la liste des 10 pays les plus réformateurs cette année. Le Togo pour sa part, doit son mérite à une dizaine de réformes réalisées entre juin 2017 et Mai 2018, ce qui a contribué à l'amélioration de son environnement sur six indicateurs : création d'entreprise (47 places gagnées), obtention d'un permis de construire (40 places gagnées), raccordement à l'électricité (37 places gagnées), transfert de propriété (55 places gagnées), paiement des taxes et impôts (01 place gagnée) ; exécution des contrats (06 places gagnées).

« Ces résultats sont le fruit d'un travail collectif et traduisent les efforts du gouvernement, résolument engagé dans un processus profond de transformation de notre économie. Le mérite revient à tous les acteurs, en premier lieu au Chef de l'Etat pour son leadership à la tête du pays dont j'assure la coordination », a indiqué Mme Sandra Johnson, Conseillère du Président de la République et Coordonnateur national de la Cellule Climat des Affaires au Togo.

Elle a affirmé la ferme volonté des plus hautes autorités du pays à maintenir le cap des réformes pour répondre aux sollicitations des populations dans un environnement de plus en plus compétitif, marqué par l'entrée du Togo dans la mise en œuvre de son ambitieux Plan National de Développement 2018-2022.

2è top performer en Afrique avec ces six réformes derrière le Rwanda, le Togo représente aujourd'hui la quatrième économie la plus attractive de l'espace CEDEAO et deuxième économie la plus attractive de l'espace UEMOA devant le Bénin (153^{ème}), le Burkina Faso (151^{ème}) et le Sénégal (141^{ème}).

Espoir AMEHOASSI



Renforcement des compétences des jeunes dans le domaine du numérique à Atakpamé

Le Conseil Régional de la Jeunesse des Plateaux, en collaboration avec son partenaire Ztallion (une entreprise basée au Bénin) et le Programme Google Digital Skill, a organisé ce samedi 3 novembre à Atakpamé dans la préfecture de l'Ogou, une formation à l'endroit de 300 jeunes composés des élèves du secondaire, des étudiants, des responsables d'ONG et d'entreprises de la région des Plateaux.

Cette formation gratuite vise à donner des compétences dans le domaine du numérique aux jeunes présents sur Internet. Il s'est agi d'amener ces jeunes à protéger leurs informations personnelles sur le net, à orienter leurs recherches et à trouver des relations pour augmenter leurs réseaux.

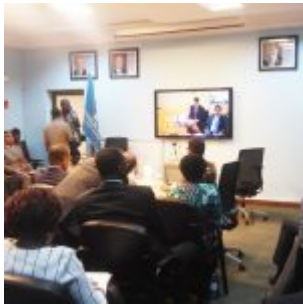
Les participants ont été outillés sur les techniques de sécurité en ligne, la différence entre le marketing traditionnel et celui numérique ainsi que les avantages liés à chacune de ces stratégies. Ils ont également été informés à travers vidéos, sur comment de nombreuses personnes sont arrivées à créer leurs entreprises.

La formatrice à cette session, Mme Codja Anel, Stratège en marketing Digital a indiqué que Ztallion en lançant ce Programme a pensé aider les jeunes. Pour elle, l'illettré du 21e siècle est celui qui ne sait pas utiliser les Nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Elle a invité les jeunes à faire bon usage des leçons apprises pour la promotion de leurs secteurs d'activité.

Avec l'essor de la connexion data mobile, le Secrétaire Général du Conseil Régional de la Jeunesse des Plateaux, M. Adjamagbo Aristide a pour sa part indiqué que l'illettré

devient celui qui n'utilise pas les sociaux notamment WhatsApp, Facebook, Twitter, Instagram entre autres. Il a remercié chacun pour sa participation et surtout le bureau national pour son accompagnement.

Depuis Atakpamé, Evrard Nomanyo



Doing Business 2019 : Le Togo enregistre la plus grande progression en Afrique

Le Togo passe de la 156^{ème} à la 137^{ème} place dans le nouveau classement contenu dans le rapport Doing Business 2019 de la Banque mondiale, soit un bond de 19 places, la plus grande progression enregistrée en Afrique cette année. Selon ce rapport qui mesure la facilité de faire des affaires pour les petites et moyennes entreprises dans les pays du monde, le Togo figure parmi les 10 économies qui se sont le plus améliorées et fait en outre parti des quatre pays africains les plus réformateurs au monde (Rwanda, Côte d'Ivoire, Kenya et Togo).

Le rapport fait état de ce qu'en termes absolus, la facilité de faire les affaires au Togo est passée de 48,88 (Doing Business 2018) à 55,20 (Doing Business 2019), ce qui signifie

selon la Banque mondiale, qu'au cours de l'année écoulée, le Togo a amélioré sa réglementation des affaires avec une réduction de l'écart à travers les meilleures pratiques réglementaires au monde.

A l'origine de ces avancées, explique Mme Sandra Johnson, coordinatrice de la cellule Climat des affaires au Togo, les diverses réformes opérées en faveur de l'amélioration de l'environnement réglementaire des entreprises.

Ces réformes (six au total), concernent entre autres l'introduction des systèmes en ligne pour la déclaration de l'impôt sur les sociétés et de la taxe sur la valeur ajoutée (ce qui facilite le paiement des taxes et impôts pour les entreprises), la facilitation de l'enregistrement des entreprises par la réduction du capital requis et l'exécution des contrats grâce à l'adoption d'une nouvelle loi sur la médiation. *« Ces six réformes reconnues par le Doing Business constituent le plus grand nombre de réformes jamais reconnues pour le Togo depuis le lancement du rapport Doing Business en 2002 »*, précise la Banque mondiale.

Au Togo, le Gouvernement s'est engagé depuis plusieurs années dans un processus de réformes destinées à créer des conditions idoines pour la transformation structurelle de l'économie. Présent à la cérémonie de présentation du rapport ce 31 octobre au siège de la Banque mondiale à Lomé, le Premier ministre Komi Sélom Klassou a expliqué que l'objectif visé par ces réformes est de favoriser une réelle croissance forte, durable, qui puisse créer de la richesse et l'emploi, créer les conditions pour les investisseurs étrangers et promouvoir les PME/PMI.

« Nous sommes sur la bonne trajectoire et nous devons aller de l'avant. La finalité, c'est de créer des conditions pour générer des ressources, créer de la richesse et faire face aux besoins de nos populations en matière d'éducation, de santé, de l'accès à l'eau potable, à l'électricité mais également

l'emploi de la jeunesse et l'autonomisation de la femme », a-t-il ajouté.

Dans les 128 autres économies au monde, le Doing Business 2019 recense un chiffre de 314 nouvelles réformes de l'environnement des affaires, un nouveau record dans la réduction des lourdeurs administratives pour le secteur privé. Le rapport indique que l'Afrique subsaharienne a également enregistré un nouveau record pour la troisième année consécutive, engageant en tout 107 réformes l'an dernier, contre 83 l'année précédente.

David



Création d'un réseau africain des experts et professionnels en Commande publique

L'Afrique veut dorénavant parler d'une seule voix dans le domaine de la commande publique. Pour y arriver, il a été décidé la création d'un réseau africain des experts et professionnels en commande publique. La réunion constitutive de ce réseau s'est tenue ces 29 et 30 octobre 2018 à Lomé avec la participation des experts et professionnels venus de 45 pays africains de même que des partenaires techniques et financiers notamment la Banque mondiale et la Banque africaine

de développement.

C'est le Ministre togolais en charge de la planification du développement, Kossi Assimaïdou qui a au nom de son collègue de l'économie et des finances, présidé l'ouverture de ces assises dont l'initiative remonte au Forum de Haut niveau sur la commande publique tenu en Avril 2017 à Johannesburg en Afrique du Sud.

Sur le continent, il existait en effet de différents réseaux suivant les régions. C'est à la réunion de Johannesburg qu'il avait été décidé qu'une réunion se tienne pour fédérer tous ces réseaux et créer un réseau unique africain en commande publique. La rencontre de Lomé a permis aux participants venus des pays africains aussi bien francophone, anglophone que lusophone, de finaliser l'examen des textes devant permettre de constituer le réseau unique en commande publique notamment les marchés publics, la délégation de services publics et contrats de partenariat public-privé.

Il s'est également agi pour les experts et professionnels de partager leurs expériences et de mutualiser leurs efforts afin de mieux accompagner le développement de l'Afrique.

Selon René Kapou, Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), l'intérêt du réseau est de permettre à l'Afrique de parler d'une voix unique dans le domaine de la commande publique et insuffler les réformes que les Gouvernements africains vont adopter dans ce domaine.

Le ministre Kossi Assimaïdou a fait savoir qu'en dépit des progrès réalisés ces dernières années, de nombreux défis restent encore à relever en vue d'assurer la bonne gouvernance économique dans les pays. « *La commande publique constitue une des clés du développement en Afrique. Les enjeux économiques correspondants sont vitaux pour l'avenir de chaque pays du continent* », a-t-il indiqué, précisant que le volume en valeur des marchés publics passés annuellement en Afrique

correspond à l'équivalent de 50 % des importations africaines.

Le tout nouveau réseau s'attachera à porter la voix de l'Afrique sur les questions relatives à la commande publique et à assurer un rôle central dans l'élaboration des lignes directrices et des stratégies de réformes dans le domaine de la commande publique.

David S.



Le PAGE pour une meilleure gestion des investissements publics au Togo

Améliorer la gestion des investissements publics et la mobilisation des recettes intérieures, tel est l'objectif principal du Projet d'Appui à la Gouvernance Economique (PAGE) officiellement lancé ce jeudi 25 octobre 2018 à Lomé au cours d'une cérémonie présidée par le secrétaire permanent, Aharh Mongo-Kpessou en présence de Hawa Cissé Wagué, Représentante Résidente de la Banque mondiale au Togo et de Frédéric Varenne, représentant la Cheffe de la Délégation de l'Union européenne.

Financé par la Banque mondiale et l'Union européenne à hauteur de 20 millions de dollars, le PAGE va aider le gouvernement à

relever des défis importants sur le plan de la gouvernance économique et de la gestion des finances publiques.

Le représentant du Ministre de l'économie et des finances a indiqué que « *ce programme met essentiellement l'accent sur la bonne gouvernance et l'engagement citoyen comme base d'une croissance économique durable qui ne laisse personne de côté* ».

Le PAGE va aider les ministères impliqués (économie et finances, planification du développement, eau, santé, infrastructures) à renforcer leur coordination et adopter les méthodes d'évaluation nécessaires pour aligner au mieux la planification des investissements publics et les prévisions des recettes, optimiser l'élaboration des projets d'investissements publics prioritaires et à conforter la gestion et le suivi des contrats, ainsi que l'évaluation des investissements publics aux niveaux sectoriel et gouvernemental. Il va aussi renforcer les capacités de conception de la politique fiscale et améliorer les performances opérationnelles de l'Office Togolais des Recettes (OTR) afin de garantir le respect des obligations fiscales et d'élargir l'assiette fiscale.

Par ailleurs, le PAGE met un accent particulier sur l'engagement citoyen dans les processus budgétaires et dans les secteurs prioritaires de la santé maternelle et infantile, l'éducation primaire et de l'accès à l'eau en milieu urbain.

Dans ce cadre, le projet va introduire des plateformes et des mécanismes à travers lesquels la société civile et les groupements citoyens pourront s'engager dans un dialogue avec l'Etat sur les priorités budgétaires et apporter leur ressenti par rapport à la qualité et l'accessibilité des services publics dans les secteurs ciblés.

« *En renforçant la participation de la société civile en amont dans le processus de préparation budgétaire et en aval dans le*

suivi de la fourniture des services publics, le projet va faciliter et promouvoir la transparence dans la gestion des finances publiques », a indiqué Madame Hawa Cissé Wagué.

Pour le représentant de l'Union européenne, « *le PAGE s'inscrit dans le cadre du soutien multiforme à la gouvernance économique qui est d'une importance cardinale pour l'Union européenne* ».

Le PAGE sera mis en œuvre sur une période de cinq (5) ans. Il soutient les efforts des autorités nationales contre les problèmes importants de gouvernance économique, un axe important du Plan National de Développement (PND) adopté par le gouvernement togolais le 27 août 2018.

Espoir AMEHOASSI



Aménagement des stands pour la 15ème FIL : la date limite fixée au 22 novembre 2018

L'administration du Centre togolais des expositions et foires (CETEF) de Lomé est en train de prendre toutes les dispositions pour une meilleure organisation et une réussite de la 15^{ème} Foire Internationale de Lomé qui se tiendra du 23 novembre au 10 décembre 2018.

Pour cette nouvelle édition de la foire, les exposants ayant réservé des espaces ou qui prévoient le faire sont priés de s'organiser afin de finaliser la construction et l'aménagement de leurs stands au plus tard le 22 novembre 2018 à minuit.

La décision est contenue dans un communiqué rendu public par la Direction du CETEF. Le document précise qu'après cette date, « *le CETEF-LOME se verra dans l'obligation de fermer le stand jusqu'au mercredi 28 novembre 2018 et d'imposer une pénalité équivalent à 25% du coût du stand* ».

Il faut rappeler que pour le compte de cette année, la cérémonie d'ouverture officielle de la foire est fixée au vendredi 23 novembre 2018, et non quatre jours après le début, comme ce fut le cas les années précédentes.

« La chaîne de valeur, vecteur du progrès économique », c'est le thème retenu pour cette 15^{ème} Foire Internationale de Lomé avec le Burkina Faso comme pays invité d'honneur.

David



**L'innovation et le
développement des marchés**

financiers au cœur de la 13^e édition des journées BRVM à Lomé

Annoncée il y a quelques jours, la 13^e édition des journées de la Bourse Régionales des Valeurs Mobilières (BRVM) s'est effectivement tenue ces 18 et 19 octobre 2018 à Lomé. Les travaux se sont déroulés autour du thème : « l'innovation et le développement des marchés financiers », occasion d'ancrer la culture boursière dans les mœurs au sein de l'UEMOA.

Grand rendez-vous du Marché financier régional, les journées BRVM sont un une sorte de caravane promotionnelle autour des activités boursières de l'Union économique et Monétaire ouest Africaine (UEMOA). Selon Bertrand Bodet, Directeur de l'Antenne nationale de la Bourse, ces journées visent à améliorer la visibilité de la BRVM et des acteurs du Marché, à promouvoir les produits et services financiers innovants, et à accroître le nombre d'entreprises cotées. Le but est de contribuer à la vulgarisation de la culture et des pratiques boursières au sein des populations de l'Union.

L'une des interventions phares qui ont marqué les activités reste la communication intitulée, « Investir en bourse – Définir sa stratégie gagnante et comment se faire accompagner », présentée par Kpetemey Kouassivi, Directeur Général de la Société de Gestion d'Actifs, Opti Asset Management. Dans sa présentation, M. Kpetemey a entretenu l'assistance sur la nécessité d'investir en bourse, les préalables à respecter lorsqu'on veut investir, les différentes stratégies d'investissement en bourse, les stratégies passives, les stratégies actives et comment se faire accompagner.

« On constate que les gens ont souvent peur d'aller sur le

marché financier parce que dans notre zone la culture boursière n'est pas vraiment développée. La participation au marché financier est attribuée à une certaine classe ou élite. Or, cela ne doit pas être le cas. C'est pourquoi il nous revient en tant qu'acteurs de divulguer le message boursier au sein de la population pour permettre petit à petit à réduire ce frein », a indiqué Kpetemey Kouassivi.

Pour lui, cette peur s'exprime par deux facteurs. Par rapport aux épargnants (particuliers), il est clair que certains redoutent les risques que présente le marché financier. De l'autre côté, on note la réticence des actionnaires à faire rentrer d'autres personnes qu'ils ne connaissent pas dans leur groupe. Ces deux aspects constituent la cause du désintéressement au marché financier. Mais face à tous cela, une solution s'offre lorsqu'on veut intégrer le marché : se confier à une structure professionnelle qui se charge de la gestion des Actifs.

In fine, ces journées ont permis aux entreprises et particuliers de découvrir les opportunités du marché. Ce qui fera certainement augmenter le nombre d'entreprises cotées qui sont à ce jour au nombre de 45 dans l'espace UEMOA (dont 35 pour la Côte d'Ivoire).

Cette activité est saluée par le Gouvernement togolais à travers le Ministère de l'Economie et des finances pour qui l'organisation de ces journées s'inscrivent dans une dynamique de développement des activités de la BRVM, avec pour objectif d'accroître sa visibilité régionale et internationale et la rendre plus attractive et plus compétitive, au service du financement des économies de l'UEMOA.

« Le Gouvernement togolais, est engagé à soutenir le développement des activités du Marché Financier Régional à travers le recours régulier au marché monétaire pour des adjudications, l'émission d'emprunts obligataires pour le financement des projets d'infrastructure et la privatisation

des entreprises togolaises par le biais du marché. Ensemble, œuvrons donc au rayonnement de notre marché pour une intégration toujours plus forte au profit d'une sous-région plus prospère », a indiqué à l'ouverture des travaux, Kossi Tofio, Directeur de cabinet du ministère de l'économie et des finances.

Il faut souligner que la BRVM est la bourse commune aux huit pays de l'UEMOA. Actuellement la capitalisation du marché des actions est estimée à 5 441 milliards de F CFA et celle du marché obligataire à 3 290 milliards soit un total de 8 731 milliards représentant 13 % du PIB de l'espace communautaire.

Espoir AMEHOASSI



Le dispositif de soutien au financement des PME/PMI vulgarisé à Atakpamé

Le dispositif de soutien au financement des petites et moyennes entreprises et industries a fait l'objet d'un atelier de vulgarisation ce mardi 16 octobre à l'intention des opérateurs économiques de la Région des Plateaux à Atakpamé. C'est une initiative du Comité d'identification des structures d'appui et d'encadrement des PME/PMI placée sous le patronage des ministres du commerce et de la formation du secteur privé,

de l'économie et des finances, de l'industrie et du tourisme.

Le dispositif vise à apporter une réponse appropriée à la problématique de l'accès des PME au financement bancaire, à travers les incitations offertes par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) aux établissements de crédit et une meilleure organisation de l'accompagnement de ces entreprises.

Il s'agit de créer un écosystème favorable à la PME, notamment à son financement afin de permettre la création d'une masse de petites et moyennes entreprises performantes susceptibles d'augmenter la contribution de cette catégorie d'entreprise à la création de richesse et à la lutte contre le chômage.

Le Directeur de la promotion du secteur privé, également président du comité, a indiqué qu'il s'agit d'un nouveau dispositif mis en place par tous les Etats membres de l'UEMOA avec la BECEAO pour permettre aux petites et moyennes entreprises de trouver des solutions à leurs problèmes de financement. *« C'est un mécanisme qui vient non seulement alléger les conditions des entreprises, mais aussi une opportunité de présenter aux opérateurs économiques des cabinets devant les aider à renforcer leurs capacités afin de pouvoir constituer des dossiers bancables pour accéder à ces financements »*, a-t-il souligné.

À l'ouverture des travaux, le préfet de l'Ogou M. Akakpo Edoh a convié les participants à se conformés aux dispositions de l'UEMOA afin d'accroître leurs revenus et leurs chiffres d'affaires dans l'intérêt de leurs entreprises et de l'émergence économique du Togo.

Evrard NOMANYO



Transport/Commerce : la 3ème édition du SITLA prévue du 30 octobre au 05 novembre 2018 à Lomé

Lomé, la capitale togolaise sera un pôle d'attraction du 30 octobre au 05 novembre prochain. Et c'est à la faveur de la 3^e édition du Salon International des Transports, Logistiques et Connexes en Afrique (SITLA) autour du thème « Sûreté et Sécurité dans les Transports ». L'édition 2018 qui a cette particularité de faire le bilan de la charte africaine sur la sûreté et la sécurité maritime deux ans après le sommet de Lomé, accueillera près de 100 exposants issus de plusieurs pays, avec au programme, un forum de discussion, des conférences, un atelier de formation, des rencontres B to B et une session spéciale sur les textes et les mesures de sûreté et de sécurité dans les transports et en faveur de du développement de l'économie en Afrique.

Les buts et objectifs visés par ce salon sont entre autres : la sensibilisation des populations sur les acquis structurels et des innovations en matière de transport aérien, maritime et routier, la matérialisation du caractère social des entreprises autour d'un évènement à grande portée, le développement de la notoriété des sociétés de transport et logistique, sociétés de distribution d'auto-moto et connexes

de la sous-région et enfin œuvrer pour un accroissement de leurs chiffres d'affaires.

« SITLA 2018 veut relever les grandes actions du gouvernement togolais visant à garantir un meilleur transport pour les citoyens, les avancées liées aux questions de sûreté et de sécurité maritimes deux ans après le sommet de Lomé et la mise en place du Marché Unique du Transport Aérien Africain (MUTAA) », a indiqué le Directeur du Salon, Kodzo Kamassa au cours d'une conférence de presse organisée en fin de semaine à Lomé.

Pour rappel, cette initiative de l'Agence Olympia Turbo Production portée par le Centre Culturel International pour la Paix (CCIP) qui est à son acte trois (3), se veut un grand espace de promotions, d'échanges et de vente de produits et services. Elle constitue également un cadre adéquat pour les activités de transports, logistique, de commerce d'automobiles et motocycles dans toutes ses catégories.

Espoir AMEHOASSI



**Des chèques de 3.500.000 F
chacun remis à des éleveurs**

commerciaux à Atakpamé

Le Ministre Ouro Koura Agadazi en charge de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche a procédé ce mardi 9 Octobre à la remise de chèques d'une valeur de 3.500.000 F chacun à des éleveurs commerciaux à Atakpamé dans la région des plaetaux.

Cette remise de chèques se situe dans le cadre de la mise en œuvre du Programme National de Développement adopté par le gouvernement togolais qui a prévu la mise en place des pôles de croissance dans les différentes préfectures concernant le secteur agricole car il est attendu d'ici 2023, la consolidation des résultats qui ont été enregistrés depuis 5 ans et d'aller plus dans les performances en soutenant les secteurs végétal, animal et halieutique.

Une enveloppe de plus de 1 milliards a été mobilisée à cet effet avec l'appui des partenaires techniques et financiers pour s'engager de façon beaucoup plus prononcée dans des actions autour de la filière animale, volet petit ruminants et volaille.

A travers cette remise de chèque, il s'agit pour le Programme d'Appui du Secteur Agricole (PASA) de recapitaliser le cheptel qui consiste à renforcer les élevages familiaux pour aboutir aux élevages commerciaux.

Le Ministre Ouro-Koura Agadazi a indiqué que le gouvernement vise dans le cadre du PND, la création des pôles de transformation agricoles appelés agropoles qui rassemblent non seulement des zones de production mais aussi des sites de transformation des produits agricoles et de passer le cap de transformation en structurant la mise en marché. « Ces produits au niveau des transformations qui sortiront des fermes d'élevage seront engagés sur les marchés sous régionaux et internationaux », a-t-il souligné.

Selon le coordinateur du PASA, M. Djele Dahouda, le

gouvernement a appuyé au cours de la première phase du projet, 170 bénéficiaires d'un montant de 3.500.000 F par personne. Il a expliqué qu'en plus de cette subvention chaque promoteur doit mobiliser 29 % comme contrepartie. La subvention permettra d'améliorer l'habitat des ovins ou de la volaille, à acquérir les médicaments pour la santé du cheptel et à pratiquer une très bonne alimentation.

Les résultats obtenus au cours de la première phase ont selon Djele Dahouda, permis au niveau de la phase additionnelle, d'augmenter l'enveloppe suite aux réussites constatées avec l'appui des bailleurs.

Cette cérémonie de remise de chèques a été couplée d'une remise de sites de 2380 hectares de bas-fonds à Ayomé dans la préfecture de l'Amou (Région des Plateaux).

Depuis Atakpamé, Evrard NOMANYO